

Modèle d'informations périodiques pour les produits financiers visés à l'article 8, paragraphes 1, 2 et 2 bis, du règlement (UE) 2019/2088 et à l'article 6, premier alinéa, du règlement (UE) 2020/852

Dénomination du produit:

CapitalatWork Foyer Umbrella – ESG Bonds at Work

Identifiant d'entité juridique:

54930064Z2T4OXEKVT07

Caractéristiques environnementales et/ou sociales

Ce produit financier avait-il un objectif d'investissement durable

Oui

Non

Il a réalisé des investissements durables ayant un objectif environnemental : ___%

dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

Il a réalisé des investissements durables ayant un objectif social: ___%

Il promouvait des caractéristiques environnementales et/ou sociales (E/S) et bien qu'il n'ait pas eu d'objectif d'investissement durable, il présentait une proportion de 18,15% d'investissements durables

ayant un objectif environnemental et réalisés dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

ayant un objectif environnemental et réalisés dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

ayant un objectif social

Il promouvait des caractéristiques E/S, mais n'a pas réalisé d'investissements durables

Dans quelle mesure les caractéristiques environnementales et/ou sociales promues par ce produit financier ont-elles été atteintes?

Le compartiment promeut des caractéristiques environnementales et sociales en utilisant une approche « best-in-class ». C'est-à-dire qu'il sélectionne seulement les obligations des entreprises qui ont la meilleure performance concernant des caractéristiques durables expliquées ci-après. Ces caractéristiques s'appliquent au niveau de l'émetteur de l'obligation.

Les émetteurs d'obligations d'entreprises sélectionnés lors des décisions d'investissement ont des perspectives environnementales, sociales et de gouvernance positives puisqu'elles doivent respecter les exigences de la méthodologie de CapitalatWork en matière d'ISR (investissement socialement responsable).

Par investissement durable, on entend un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental ou social pour autant qu'il ne cause de préjudice important à aucun de ces objectifs et que les sociétés dans lesquelles le produit financier investit appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

La taxinomie de l'UE est un système de classification institué par le règlement (UE) 2020/852, qui dresse une liste d'activités économiques sur le plan environnemental. Ce règlement ne comprend pas de liste des activités économiques durables sur le plan social. Les investissements durables ayant un objectif environnemental ne sont pas nécessairement alignés sur la taxinomie.

Cette méthodologie suit elle-même l'approche « best-in-class » en s'appuyant sur des critères de notation provenant du fournisseur de données Sustainalytics et reprenant les trois piliers centraux ;

- Les facteurs environnementaux incluent : Carbone - Activités propres ; Émissions, effluents et déchets ; Utilisation des ressources.
- Les facteurs sociaux combinent : Droits de l'homme ; Capital humain ; Confidentialité et sécurité des données.
- Les facteurs de gouvernance couvrent : Gouvernance d'entreprise ; Éthique des affaires ; Corruption.

Les émetteurs des obligations sélectionnés lors des décisions d'investissement ont des perspectives environnementales, sociales et de gouvernance positives puisqu'elles doivent respecter les exigences de la méthodologie de CapitalatWork en matière d'ISR (investissement socialement responsable).

Lors de l'année d'investissement, 96,95% % des actifs éligibles étaient en conformité avec les caractéristiques promues par le sous-fonds, à savoir :

- Promouvoir les entreprises qui ne sont pas actives dans le secteur des énergies fossiles (PAI 4)
- Promouvoir les entreprises qui ne violent pas un des 10 principes du Pacte Mondial des Nations Unis (PAI 10)
- Promouvoir les entreprises et les émetteurs qui ne sont pas impliqués dans des activités non-éthiques ou controversées tel que production d'armes controversées, énergie nucléaire, tabac et pornographie (PAI 14)
- Promouvoir les entreprises et les émetteurs qui ne sont pas impliqués dans des activités avec des incidences négatives importantes telles que l'exploration de pétrole et de gaz arctique, l'extraction de pétrole à partir de sables bitumineux, l'extraction et/ou la production d'huile et/ou gaz de schiste ainsi que le charbon thermique

En plus d'obligations d'entreprises, le compartiment investit également dans des obligations d'établissements publics, d'états souverains ou d'organismes supranationaux pour lesquels les émetteurs étaient en conformité avec :

- La ratification ou la mise en œuvre dans une législation nationale équivalente des 8 conventions fondamentales identifiées dans la déclaration de l'Organisation International du Travail (ILO) sur les droits et principes fondamentaux au travail et au moins la moitié des 18 principaux traités internationaux relatifs aux Droits de l'Homme
 - La ratification à l'Accord de Paris, à la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique et au traité de non-prolifération des armes nucléaires
 - La présentation d'un budget militaire inférieur à 4% du PIB.
 - N'étant pas repris par le GAFI comme des juridictions présentant des déficiences stratégiques en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme
 - Un Indice de Perception de la Corruption de « Transparency International » supérieur à 40/100
 - Ne qualifiant pas de non libres par le rapport « Freedom in the World » de « Freedom House »
- Pour des raisons de diversification ou de couverture (de risque de change), les investissements dans des instruments de la dette publique émis par des metteurs de devises de réserve principales (non-EURO) (C'est-à-dire les Etats-Unis, le Japon, et le Royaume Uni) qui ne respectent pas les critères ci-dessus, sont autorisés jusqu'à concurrence de 30% (au total) du portefeuille. Ce seuil peut être temporairement dépassé en cas de conditions de marché



Les **indicateurs de durabilité** permettent de mesurer la manière dont les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier sont atteintes.

● **Quelle a été la performance des indicateurs de durabilité?**

- 99,1% des Investissements dans les obligations d'entreprises dont l'émetteur s'est vu attribuer une note de risque ESG supérieure à la moyenne et qui se classent dans les 40% supérieurs de leurs groupes de pairs définis par Sustainalytics) en légère augmentation par rapport à l'exercice précédent.
- 0% d'investissement dans des entreprises actives dans le secteur des énergies fossiles
- 0 % d'investissement dans les obligations d'entreprises dont l'émetteur viole un des 10 principes du Pacte Mondial des Nations Unis
- 0 % d'investissement dans les obligations d'entreprises dont l'émetteur est impliqué dans des activités non-éthiques ou controversées tel que production d'armes controversées, énergie nucléaire, tabac et pornographie

- 0% d'investissement dans les obligations d'entreprises dont l'émetteur est impliqué dans des activités avec des incidences négatives importantes tel que l'exploration de pétrole et de gaz arctique, l'extraction de pétrole à partir de sables bitumineux, l'extraction et/ou la production d'huile et/ou gaz de schiste ainsi que le charbon thermique
- 0% d'investissement dans des pays connaissant des violations de normes sociales, au sens des traités et conventions internationaux, des principes des Nations Unies ou, le cas échéant, du droit national.

Ces données n'ont pas fait l'objet d'une revue externe et ne sont pas auditées

● **...et par rapport aux périodes précédentes?**

- 98,89% des Investissements dans les obligations d'entreprises dont l'émetteur s'est vu attribuer une note de risque ESG supérieure à la moyenne et qui se classent dans les 40% supérieurs de leurs groupes de pairs définis par Sustainalytics)
- 0% d'investissement dans des entreprises actives dans le secteur des énergies fossiles
- 0 % d'investissement dans les obligations d'entreprises dont l'émetteur viole un des 10 principes du Pacte Mondial des Nations Unies
- 0 % d'investissement dans les obligations d'entreprises dont l'émetteur est impliqué dans des activités non-éthiques ou controversées tel que production d'armes controversées, énergie nucléaire, tabac et pornographie
- 0% d'investissement dans les obligations d'entreprises dont l'émetteur est impliqué dans des activités avec des incidences négatives importantes tel que l'exploration de pétrole et de gaz arctique, l'extraction de pétrole à partir de sables bitumineux, l'extraction et/ou la production d'huile et/ou gaz de schiste ainsi que le charbon thermique
- 0% d'investissement dans des pays connaissant des violations de normes sociales, au sens des traités et conventions internationaux, des principes des Nations Unies ou, le cas échéant, du droit national

● **Quels étaient les objectifs des investissements durables que le produit financier entendait notamment réaliser et comment les investissements durables effectués y ont-ils contribué?**

Durant l'année, le compartiment a réalisé des investissements dans des obligations vertes émises par des entreprises et des institutions supranationales. Ces obligations sont alignées avec les principes définies par « International Capital Market Association » (ICMA), le « Climate Bonds Initiative » (CBI) ou encore le Loan Market Association (LMA).

Les objectifs d'investissement durable liés à ces obligations sont relatifs à des objectifs environnementaux tels que l'amélioration de l'efficacité énergétique et la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Néanmoins les données disponibles ne nous permettent pas de faire une estimation de la diminution des émissions de gaz à effet de serre ou de mesurer les gains liés à l'efficacité énergétique.

● **Dans quelle mesure les investissements durables que le produit financier a notamment réalisés n'ont-ils pas causé de préjudice important à un objectif d'investissement durable sur le plan environnemental ou social?**

Le compartiment entend réaliser des investissements dans des obligations vertes telles que définies selon l' « International Capital Market Association » (ICMA), le « Climate Bonds Initiative » (CBI) ou encore le Loan Market Association (LMA). Au travers de ces labels, les caractéristiques durables des émetteurs de ces obligations vertes sont analysées, ce qui permet à CapitalatWork d'investir avec confiance dans ces obligations qui financent des projets durables. De plus, CapitalatWork fait une revue des controverses liées aux émetteurs de ces obligations

● **Comment les indicateurs concernant les incidences négatives ont-ils été pris en considération?**

Les principales incidences négatives correspondent aux incidences négatives les plus significatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité liés aux questions environnementales, sociales et de personnel, au respect des droits de l'homme et à la lutte contre la corruption et les actes de corruption.

Les incidences négatives ont été prises en considération sur base d'une approche distincte pour les obligations émises par les entreprises et les obligations émises par les institutions supranationales. Les investissements effectués dans des obligations vertes supranationales ont été faits, en majorité, dans des obligations émises par la BEI. La BEI a mis en place un framework de calcul des impacts CO2 des investissements réalisés et, depuis 2021 la BEI a intégré la logique de la Taxinomie Européenne. Cette approche, au-delà de l'éligibilité des activités et de la prise en compte de la contribution substantielle à la réduction des émissions de GES, intègre une revue de la réduction des incidences négatives sur les facteurs environnementaux (DNSH approach). En ce sens, les investissements dans les obligations émises par les BEI démontrent une prise en compte des incidences négatives sur les facteurs de développement durable. L'alignement avec les GBP de l'ICMA ainsi que l'approche relative à la Taxonomie Européenne ont été revues par un auditeur externe via une assurance raisonnable. Pour les obligations émises par les autres entités supranationales, CapitalatWork fait une revue des controverses et de la performance ESG des émetteurs de manière régulière. De plus, une analyse des différents « Green bond Framework » et des rapports d'allocation sont réalisés de façon régulière afin d'identifier des incidence négatives liées aux projets financés. Les émetteurs, en plus de la définition de l'utilisation des actifs, appliquent une analyse des impacts potentiels sur les facteurs environnementaux et sociaux pour chaque projet sélectionnés. Pour les obligations vertes émises par les entreprises, la sélection des émetteurs s'est faite sur la base d'une scoring de risque ESG tel que mentionné ci-dessus, complété par une analyse des controverses. De manière régulière, CapitalatWork a collecté les données liées aux « Green bond Framework » et aux rapports d'allocation, incluant les assurances externes, afin de revoir si des éléments d'impacts négatifs ont pu être identifiés. Les obligations émises par les entreprises ont chacune une portée d'analyse d'impact environnementale, sociale et de gouvernance, permettant ainsi une approche holistique de la sélection de l'allocation des actifs et de réduire les incidences négatives sur les facteurs de durabilités.

Dans la mesure du possible et sur base des informations existantes, CapitalatWork a procédé à une analyse des PAI obligatoires au niveau de l'émetteur des obligations en vue d'identifier d'éventuelles incidences négatives.

● ***Les investissements durables étaient-ils conformes aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et aux principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme? Description détaillée:***

Lors de l'année d'investissement, la conformité des émetteurs par rapport aux principes directeurs de l'OCDE et des principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises est revue de manière régulière. Les analyses réalisées n'ont montré aucune non-conformité aux principes revues par CapitalatWork

La taxinomie de l'UE établit un principe consistant à «ne pas causer de préjudice important» en vertu duquel les investissements alignés sur la taxinomie ne devraient pas causer de préjudice important aux objectifs de la taxinomie de l'UE. Elle s'accompagne de critères spécifiques de l'Union.

Le principe consistant à «ne pas causer de préjudice important» s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.



Comment ce produit financier a-t-il pris en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité?

Pour la proportion 18,15% investie dans les obligations vertes, sociales ou durables, dans la mesure du possible, les principales incidences négatives, correspondant aux indicateurs PAI, seront pris en compte afin de mesurer l'impact sur les facteurs sociaux et environnementaux.

Mais pour cette année il n'est pas encore possible de rapporter les données PAI au vue de la faible qualité des données et de la faiblesse de la couverture.

Tout sera mis en œuvre pour pouvoir calculer ces données dès l'année prochaine



Quels ont été les principaux investissements de ce produit financier?

Les principaux investissements sont calculés par rapport à une moyenne trimestrielle des investissements

La liste comprend les investissements constituant la plus grande proportion d'investissements du produit financier au cours de la période de référence, à savoir: du 01/01/2023 au 31/12/2023

Investissements les plus importants	Secteur	% d'actifs	Pays
DEUTSCHLAND I/L BOND	Obligations d'État	10.97%	Allemagne
TSY INFL IX N/B	Obligations d'État	3.87%	Etats-Unis
TSY INFL IX N/B	Obligations d'État	3.38%	Etats-Unis
TSY INFL IX N/B	Obligations d'État	3.3%	Etats-Unis
European Investment Bankmp 03/02/2028 AUD	Finance	2.89%	Luxembourg
NORWEGIAN GOVERNMENT	Obligations d'État	2.41%	Norvège
NORWEGIAN GOVERNMENT	Obligations d'État	2.05%	Norvège
NORWEGIAN GOVERNMENT	Obligations d'État	1.97%	Norvège
DEUTSCHLAND I/L BOND	Obligations d'État	1.94%	Allemagne
CANADIAN GOVERNMENT RRB	Obligations d'État	1.92%	Canada
KfW 14/09/2029 USD	Finance	1.77%	Allemagne
KfW 30/09/2030 USD	Finance	1.61%	Allemagne
European Investment Bankmp 23/09/2030 USD	Finance	1.61%	Luxembourg
European Investment Bankmp 15/03/2030 EUR	Finance	1.56%	Luxembourg
DEUTSCHLAND I/L BOND	Obligations d'État	1.52%	Allemagne



Quelle était la proportion d'investissements liés à la durabilité?

La partie des investissements liés à la durabilité s'élève à 18,15% contre 10,3% en 2022

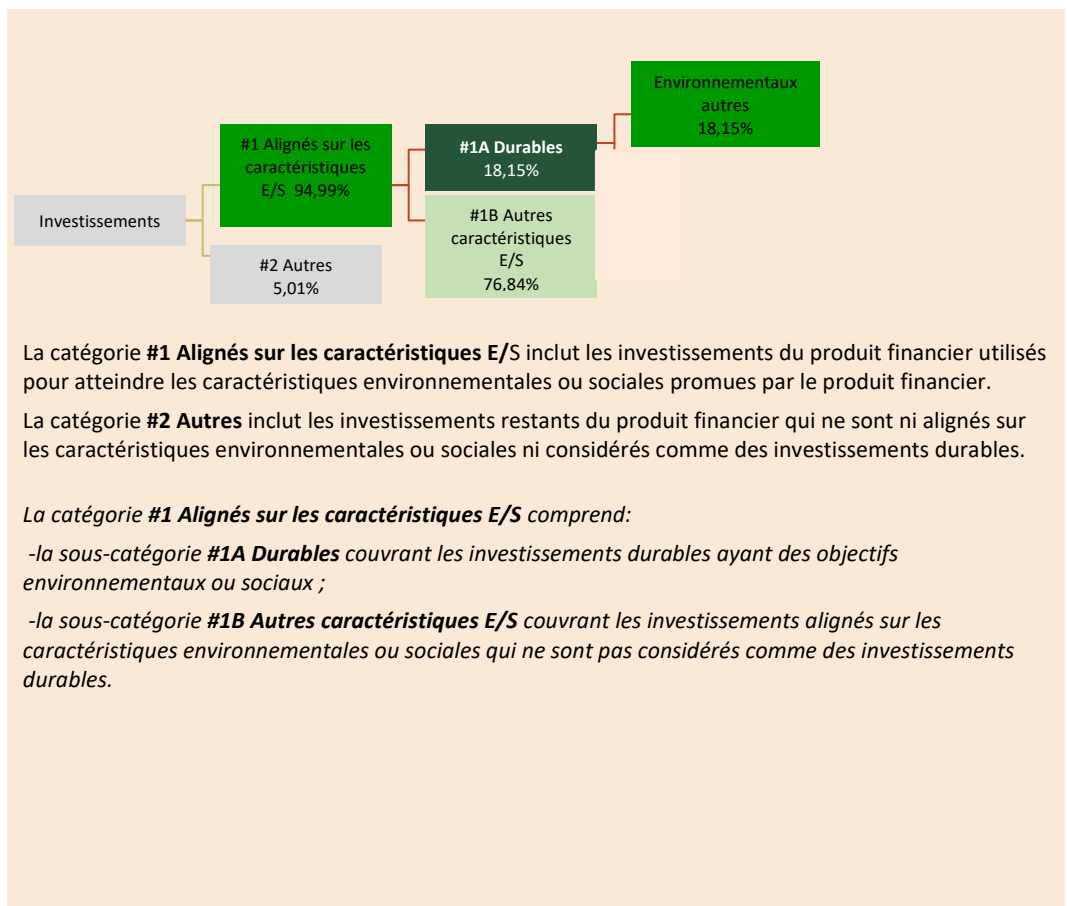
● Quelle était l'allocation des actifs?

95,41% du portefeuille entre dans la catégorie #1 – Alignés sur les caractéristiques E/S promues par le sous-fonds, contre 97,17% fin 2022.

Les 5,01% d'investissements repris sous la catégorie #2 – Autres sont composés à 1,59% de cash ou assimilé et 3,42 % d'actif dont les données ne sont pas disponibles, contre 2,83% fin 2022

La catégorie #1A comprends 18,15% d'actifs durables rencontrant également les caractéristiques promues par le sous-fonds, contre 10,3 % fin 2022.

la sous-catégorie #1B, Autres caractéristiques E/S couvrant les investissements alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales qui ne sont pas considérés comme des investissements durables, représente 76,84% fin 2023 contre 86,87% fin 2022



Pour être conforme à la taxinomie de l'UE, les critères applicables au **gaz fossile** comprennent des limitations des émissions et le passage à l'électricité d'origine renouvelable ou à des carburants à faible teneur en carbone d'ici à la fin de 2035. En ce qui concerne l'**énergie nucléaire**, les critères comprennent des règles complètes en matière de sûreté nucléaire et de gestion des déchets.

Les **activités habilitantes** permettent directement à d'autres activités de contribuer de manière substantielle à la réalisation d'un objectif environnemental .

Les **activités transitoires** sont des activités pour lesquelles il n'existe pas encore de solutions de remplacement sobres en carbone et, entre autres, dont les niveaux d'émission de gaz à effet de serre correspondent aux meilleures performances réalisables.

● **Dans quels secteurs économiques les investissements ont-ils été réalisés?**

Durant l'année, le fond n'a pas investi dans des entreprises dont une partie des revenus étaient directement liés à exploration, l'exploitation, la production, le process, le stockage le raffinage ou la distribution, incluant le transport, le stockage ou le commerce des énergies fossiles.

Sur base des information disponible nous ne sommes pas en mesure de fournir des indications sur les sous-secteurs. Nous mettons tout en œuvre pour que cette information soit disponible pour les prochains rapports

Secteur	% d'actifs
Obligations d'État	45.13%
Finance	19.59%
Technologies de l'Information	7.84%
Services de Télécommunication	4.37%
Industrie	4.01%
Santé	3.65%
Consommation Discrétionnaire	3.57%
Matériaux	3.3%
Biens de Consommation de Base	2.97%
Autres	0.66%
Immobilier	0.32%

Le fond n'a pas d'exposition aux activités économiques liés aux énergies fossiles



Dans quelle mesure les investissements durables ayant un objectif environnemental étaient-ils alignés sur la taxinomie de l'UE?

Cette section n'est pas applicable pour ce produit financier car le compartiment ne prévoit pas de réaliser des investissements durables ayant un objectif environnemental aligné sur la taxinomie de l'UE. L'alignement à la taxonomie de l'UE n'est pas évalué dans la stratégie d'investissement du fond.

● Le produit financier a-t-il investi dans des activités liées au gaz fossile et/ou à l'énergie nucléaire conformes à la taxinomie de l'UE?

Oui:

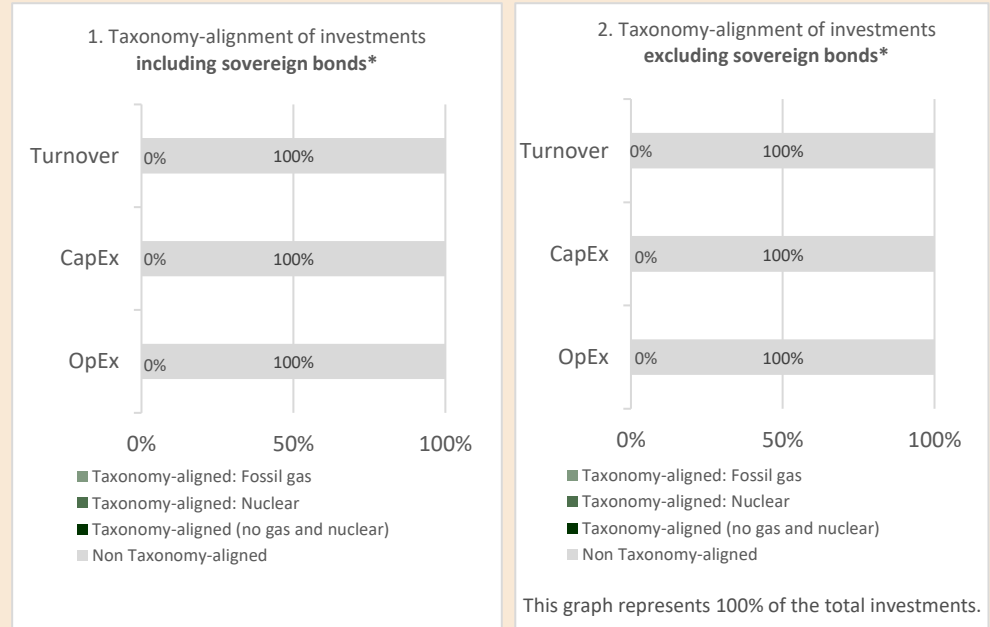
Dans le gaz fossile Dans l'énergie nucléaire

Non

Les activités alignées sur la taxinomie sont exprimées en %:

- du **chiffre d'affaires** pour refléter la proportion des revenus provenant des activités vertes des sociétés dans lesquelles le produit financier investit;
- des **dépenses d'investissement** (CapEx) pour montrer les investissements verts réalisés par les sociétés dans lesquelles le produit financier investit, pour une transition vers une économie verte par exemple;
- des **dépenses d'exploitation** (OpEx) pour refléter les activités opérationnelles vertes des sociétés dans lesquelles le produit financier investit.

Les graphiques ci-dessous font apparaître en vert le pourcentage d'investissements qui étaient alignés sur la taxinomie de l'UE. Étant donné qu'il n'existe pas de méthodologie appropriée pour déterminer l'alignement des obligations souveraines sur la taxinomie, le premier graphique montre l'alignement sur la taxinomie par rapport à tous les investissements du produit financier, y compris les obligations souveraines, tandis que le deuxième graphique représente l'alignement sur la taxinomie uniquement par rapport aux investissements du produit financier autres que les obligations souveraines.



● **Quelle était la proportion d'investissements réalisés dans des activités transitoires et habilitantes?**

Cette section n'est pas applicable pour ce produit financier car le compartiment ne prévoit pas de réaliser des investissements durables ayant un objectif environnemental aligné sur la taxinomie de l'UE.

● **Comment le pourcentage d'investissements alignés sur la taxinomie de l'UE a-t-il évolué par rapport aux périodes de référence précédentes?**

Cette section n'est pas applicable pour ce produit financier car le compartiment ne prévoit pas de réaliser des investissements durables ayant un objectif environnemental aligné sur la taxinomie de l'UE.



Le symbole représente des investissements durables ayant un objectif environnemental qui ne tiennent pas compte des critères applicables aux activités économiques durables sur le plan environnemental au



Quelle était la proportion d'investissements durables ayant un objectif environnemental qui n'étaient pas alignés sur la taxinomie de l'UE?

La part d'investissement durable ayant un objectif environnemental non alignés sur la taxinomie de l'UE était de 18.15%.

L'alignement à la taxinomie de l'UE n'est pas pour le moment évalué dans la stratégie d'investissement du fond.



Quelle était la proportion d'investissements durables sur le plan social?

Cette section n'est pas applicable pour ce produit financier car le compartiment ne prévoit pas de réaliser des investissements durables sur le plan social.



Quels étaient les investissements inclus dans la catégorie «autres», quelle était leur finalité, et des garanties environnementales ou sociales minimales s'appliquaient-elles à eux?

Durant l'année les investissements inclus dans la partie autre était du cash ou des actifs non-alignés avec les caractéristiques promues par le sous-fonds. La stratégie d'exclusion a été appliquée aux actifs éligibles. Ce cash est utilisé pour la bonne gestion des liquidités du fonds (rachats/souscriptions, factures, etc.).



Quelles mesures ont été prises pour atteindre les caractéristiques environnementales et/ou sociales au cours de la période de référence?

De manière régulière, les émetteurs des obligations sont analysés sur base des caractéristiques et des critères ESG repris dans la stratégie d'investissement de CapitalatWork.

Au cours de l'année, une position a été identifiée comme étant non alignée avec les caractéristiques promues pour le fond, l'émetteur ayant obtenu une note de risque ESG ne se classant plus dans les 40% supérieurs du groupe de pairs définis par Sustainalytics.

La politique de désinvestissement de CapitalatWork permet un temps de tolérance de 6 mois avant de prendre la décision de désinvestir. Cela explique qu'un émetteur non-aligné avec les caractéristiques promues, ait été présents dans le portefeuille jusqu'au désinvestissement en juillet 2023

Pour les controverses, CapitalatWork analyse celles identifiées durant l'année et documente l'origine de la controverse et si elle est à risque par rapport à la bonne gouvernance de l'émetteur ou encore pour l'atteinte des caractéristiques promues. Si la controverse est inhérente au secteur d'activité ou si l'impact sur les caractéristiques promues et la bonne gouvernance est jugées minimales, CapitalatWork prend la décision de

garder mais de surveiller la position. Si la controverse est identifiée comme pouvant avoir un impact matériel sur la stratégie ESG du portefeuille, l'obligation est vendue.

CapitalatWork n'a pas de politique d'engagement supportant l'atteinte des objectifs.



Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence?

Cette section n'est pas applicable pour ce produit financier car aucun indice de référence n'a été désigné pour déterminer si ce compartiment est aligné sur les caractéristiques environnementales et/ou sociales qu'il promet.

- ***En quoi l'indice de référence diffère-t-il d'un indice de marché large?***

Cette section n'est pas applicable pour ce produit financier.

- ***Quelle a été la performance de ce produit financier au regard des indicateurs de durabilité visant à déterminer l'alignement de l'indice de référence sur les caractéristiques environnementales ou sociales promues?***

Cette section n'est pas applicable pour ce produit financier.

- ***Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence?***

Cette section n'est pas applicable pour ce produit financier.

- ***Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de marché large?***

Cette section n'est pas applicable pour ce produit financier.